	<p style="text-align: center;">ASSEMBLEE GENERALE DU VENDREDI 15 DECEMBRE 2023 – 9 H 30</p> <p style="text-align: center;">PROCES-VERBAL</p>
---	--

Le conseil syndical, convoqué le 6 décembre 2023, s'est réuni en séance ordinaire le **Vendredi 15 Décembre à 9 h 30** à la Maison des Services Publics du Grand Cubzaguais à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Patrice GALLIER.

MEMBRES PRESENTS :

M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. DURANT - M. FRADET - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. DEPRET - M. GASTEUIL - M. GRIMA - M. DUBOSCQ - M. GARANTO - M. CHOLLET-GABARD - M^{me} DEVAL - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. DUVERGER - M. DUBOUREAU - M. EYRAUD - M^{me} MAUBERT-SBILE - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. PRAT - M. MICHEL - M. MEYER - M. MIGNER - M. GUILLAUD - M. TABUSTEAU - M^{me} DELAGARDE - M. MARTIAL - M^{me} BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M^{me} PORTE (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) – M^{me} MISIAK (MARSAS) - M^{me} LEVRANGI *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. MAUGEIN, Président honoraire

MEMBRES ABSENTS EXCUSES :

Ayant donné procuration :

M. MAIRE - M. RODRIGUEZ - M. MEYNADIER - M. MALARET *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*

M. CHERIGNY - M. FERRE - M^{me} COURAUD-RAMBERT *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAI*

N'ayant pas donné procuration :

M. DESAGNAT - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. DUCARRE - M^{me} ROY - M. DAILL - M. QUEYROI - M. BOUSSOUGANT - M^{me} FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M. VALEIX *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. FAVRE - M. BERARD - M. SUBERVILLE - M^{me} LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. DIDIER (CAVIGNAC) - M^{me} LAVANDIER (CEZAC) - M^{me} BATARD (CUBNEZAI) - M. TRIBOY (MARCENAI) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Le président ouvre la séance à 9 h 30. Il remercie les délégués de leur présence et les informe des conséquences des élections municipales, organisées à SAINT GERVAIS le 3 décembre 2023, sur le fonctionnement du Syndicat. Il précise que le conseil communautaire du Grand Cubzaguais délibérera le 20 décembre pour désigner les deux délégués, proposés par la commune, qui siègeront au SIAEPA. Il rassure les élus en indiquant que sa candidature a été acceptée par la nouvelle équipe municipale. Il ajoute que cette situation entraîne de nouvelles élections au sein du conseil syndical, elles auront lieu le vendredi 19 janvier à 9 h 30. A partir du 20 décembre jusqu'à cette date, la présidence du SIAEPA sera assurée par Florion GUILLAUD, 1^{er} vice-président dans l'ordre des nominations.

Monsieur Marcel DURANT, délégué représentant la *communauté de communes du Fronsadais* est désigné comme secrétaire de séance.

Une correction est sollicitée page 5 du procès-verbal du conseil syndical du 13 Octobre 2023 qui porte sur l'approbation du protocole transactionnel pour établissement du décompte général et définitif du marché de travaux de la station d'épuration de Porto. Quarante-six votes "pour" ont été enregistrés et non zéro comme mentionné. Le procès-verbal rectifié est approuvé par l'assemblée.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :

1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

- Retards de paiement – Ajustement d'articles budgétaires
Décisions modificatives – Services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- Orientations budgétaires – Exercice 2024
- Prix de l'eau – Augmentation de la part syndicale "eau potable" et de la redevance "assainissement non collectif"

2. ADMINISTRATION GENERALE

- Bail de location signé avec la Communauté de communes du Grand Cubzaguais
Avenant n° 1
- Renouvellement du contrat d'assurance du personnel – Année 2024

3. MARCHES PUBLICS

- Tarification incitative – Assistance à maîtrise d'ouvrage - Consultation

4. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Décret n° 2023-695 du 29 Juillet 2023 portant règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation et assimilés

1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

RETARD DE PAIEMENT AJUSTEMENT D'ARTICLES BUDGETAIRES SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE DECISION MODIFICATIVE N° 1	Délibération n° 2023/36	Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44
--	--------------------------------	---

Vu la délibération n° 2023/01 prise par le conseil syndical réuni le 3 février 2023 adoptant le budget primitif 2023, service public de l'eau potable ;

Vu la délibération n° 2023/28 prise par le conseil syndical réuni le 13 octobre 2023 adoptant le budget supplémentaire 2023, service public de l'eau potable ;

Vu l'état des restes sur les titres de recette de plus de deux ans présenté par le Service de Gestion Comptable ;

Considérant qu'il convient d'ajuster des articles budgétaires de la section d'exploitation ;

Considérant que le retard de paiement fait porter un risque sur le recouvrement de la créance ;

Considérant qu'il convient de constater la dépréciation afin de donner une image sincère du patrimoine et du résultat de la collectivité ;

Le Président propose d'ajuster les articles budgétaires de la façon suivante :

EXERCICE 2023 - SERVICE EAU POTABLE - D.M. N°1 APRES BS

SECTION D'EXPLOITATION			DEPENSES		RECETTES	
	articles		baisse crédits	hausse crédits	baisse crédits	hausse crédits
Chapitre 68	6817	Dotation aux dépréciations		900 €		
Chapitre 66	66112	Intérêts emprunts		18 000 €		
Chapitre 70	70128	Redevance				18 000 €
Chapitre 70	7083	Locations diverses				900 €
		TOTAL DM N°1		18 900 €		18 900 €
SECTION EXPLOITATION BP 2023				1 684 998		1 684 998
SECTION EXPLOITATION BS 2023				39 000		39 000
TOTAL SECTION EXPLOITATION 2023				1 742 898		1 742 898

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré, décide :

✎ d'approuver la présente décision modificative du budget 2023, service public de l'eau potable.

Questions/Echanges :

RETARD DE PAIEMENT AJUSTEMENT D'ARTICLES BUDGETAIRES SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT DECISION MODIFICATIVE N° 1	Délibération n° 2023/37	Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44
---	-------------------------	---

Vu la délibération n° 2023/02 prise par le conseil syndical réuni le 3 février 2023 adoptant le budget primitif 2023, service public de l'assainissement ;

Vu la délibération n° 2023/29 prise par le conseil syndical réuni le 13 octobre 2023 adoptant le budget supplémentaire 2023, service public de l'assainissement ;

Vu l'état des restes sur les titres de recette de plus de deux ans présenté par le Service de Gestion Comptable ;

Considérant que le retard de paiement fait porter un risque sur le recouvrement de la créance ;

Considérant qu'il convient de constater la dépréciation afin de donner une image sincère du patrimoine et du résultat de la collectivité ;

Le Président propose d'ajuster les articles budgétaires de la façon suivante :

EXERCICE 2023 - SERVICE ASSAINISSEMENT - D.M. N°1 APRES BS						
SECTION D'EXPLOITATION			DEPENSES		RECETTES	
	articles		baisse crédits	hausse crédits	baisse crédits	hausse crédits
Chapitre 68	6817	Dotation aux dépréciations		7 311 €		
Chapitre 70	704	PFAC				7 311 €
		TOTAL DM N° 1		7 311 €		7 311 €

SECTION EXPLOITATION BP 2023		3 388 232		3 388 232
SECTION EXPLOITATION BS 2023		296 944		296 944

TOTAL SECTION EXPLOITATION 2023		3 692 487		3 692 487
---------------------------------	--	-----------	--	-----------

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré, décide :

☞ d'approuver la présente décision modificative du budget 2023, service public de l'assainissement.

Questions/Echanges :

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES EXERCICE 2024	Délibération n° 2023/38	Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44
---	--------------------------------	---

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu l'Article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que :

".... Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail" ;

Vu l'Article L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que l'Article susmentionné s'applique aux établissements de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus et comptent une commune de plus de 10000 habitants (alinéa 2) ;

Vu le rapport portant sur les orientations budgétaires de l'exercice 2024 joint en annexe du présent procès-verbal ;

Le Conseil Syndical :

✎ prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires de l'exercice 2024.

Questions/Echanges :

Jean GRIMA s'interroge sur la possibilité de réutiliser les eaux traitées dans la fabrication du béton.

Florion GUILLAUD répond que la présence de bactéries entraînerait une dégradation du produit et qu'un traitement complémentaire serait nécessaire. Il ajoute que la question du transport de cette eau et de son coût se posent.

Marcel DURANT suggère une mise à l'étude de cette proposition technique sur la station d'épuration de LUGON & L'ILE DU CARNEY située à proximité d'une centrale à béton. Celle-ci sera menée en 2024.

Jean-Marc DUBOUREAU regrette l'absence de réunion de la commission "suivi du patrimoine".

Le Président précise que, suite à la démission de Francis DELPECH du poste de vice-président en charge du suivi du délégataire et du patrimoine, la délégation a été confiée pour partie à Christiane BOURSEAU (suivi du délégataire), à Karine MAUBERT-SBILE et Jean-Luc DESPERIEZ (suivi du patrimoine eau potable et assainissement).

Le déploiement de la télérelève à partir de janvier 2024 est confirmé. Il débutera à SAINT ANDRE DE CUBZAC. Une réunion publique sera organisée pour présenter le projet aux habitants, la pose du premier compteur fera l'objet d'une communication par voie de presse.

La mise en place de ce dispositif est une opération importante qui répond parfaitement à l'objectif du SIAEPA d'économiser la ressource en eau.

PRIX DE L'EAU FIXATION DE LA PART SYNDICALE EAU POTABLE ET DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2024	Délibération n° 2023/39	Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44
---	--------------------------------	---

Vu le rapport d'orientations budgétaires 2024 ;

Vu l'avis favorable des membres du Bureau en séance du 5 décembre 2023 ;

Vu le renouvellement du marché portant sur la gestion technique du service public de l'assainissement non collectif signé avec la SOGEDO qui a pris effet le 1^{er} janvier 2023 qui comprend :

- l'examen préalable à la conception et la vérification de l'exécution pour les installations neuves ou à réhabiliter ;
- le contrôle périodique des installations existantes ;
- la communication, l'information et le conseil auprès des usagers ;
- l'assistance technique et juridique auprès du Syndicat.

Vu les conditions économiques du marché ;

Vu la délibération n° 2021/08 prise par le conseil syndical réuni le 5 février 2021 décidant d'adopter une politique de renouvellement des réseaux d'eau potable volontariste ;

Vu la délibération n° 2022/46 prise par le conseil syndical réuni le 9 décembre 2022 décidant, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- de porter le montant de la redevance assainissement non collectif à 20 € HT par an et par abonné,
- de porter le montant de la part syndicale d'eau potable à 0,45 € HT le m³ pour la part variable et à 12,98 € par an et par abonné pour la part fixe ;

Considérant les investissements lourds nécessaires pour garantir le maintien du patrimoine en bon état ;

Afin de maintenir les équilibres financiers ;

Le Président propose, à partir du 1^{er} janvier 2024 :

- d'augmenter la redevance d'assainissement non collectif de 5,00 € HT,
- d'augmenter de 4 % le tarif eau potable de la part collectivité, la part variable s'élevant ainsi à 0,47 € HT/m³ et la part fixe à 13,50 € HT par an et par abonné.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide, à compter du 1^{er} janvier 2024 :
 - de porter le montant de la redevance assainissement non collectif à 25 € HT par an et par abonné,
 - de porter le montant de la part syndicale d'eau potable à 0,47 € HT le m³ pour la part variable et à 13,50 € HT par an et par abonné pour la part fixe.
2. Mandate le Président pour signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

Questions/Echanges :

Jean GRIMA s'interroge sur la situation du prix de l'eau sur le territoire syndical par rapport à la moyenne nationale.

Christiane BOURSEAU est sollicitée pour effectuer une recherche sur cette thématique.

Florion GUILLAUD précise que le service de l'eau est un service public et non commercial, qu'il n'existe donc pas de prix de marché.

Marcel DURANT précise que l'augmentation de la redevance ANC a été lissée sur trois ans comme décidé en commission.

2. ADMINISTRATION GENERALE

BAIL DE LOCATION SIGNE AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND CUBZAGUAIS AVENANT N° 1	Délibération n° 2023/40	Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44
---	--------------------------------	---

Vu la délibération n° 2020/08 prise par le conseil syndical réuni le 7 Février 2020 portant sur le transfert du siège du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS dans les bâtiments de la Maison des Services Publics du Grand Cubzaguais sis 365 Avenue Boucicaut 33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC ;

Vu le bail de location signé avec Grand Cubzaguais Communauté de Communes qui a pris effet le 6 Juillet 2020 ;

Vu l'Article 13 "Imposition et contributions" qui dispose que *"Le montant des prestations associées (espaces communs, salles de réunion, accueil commun, fluides, reprographie, informatique...) est fixé à neuf mille six cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-dix centimes (9688,90 €) payable annuellement"* ;

Considérant la délibération n° 2023-124 prise par le conseil communautaire de Grand Cubzaguais Communauté de Communes réuni le 27 Septembre 2023 décidant, au vu de l'augmentation des charges, de la réévaluation du montant annuel des prestations associées ;

Vu l'avenant n° 1 au bail annexé à la délibération susvisée qui fixe le montant de la contribution annuelle à dix mille deux cent soixante euros et cinquante-cinq centimes (10260,55 €) soit une augmentation de 5,9 % ;

Vu le courrier de notification de ladite délibération et de son annexe, daté du 9 Octobre 2023

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Accepte les termes de l'avenant n° 1 au bail de location signé avec Grand Cubzaguais Communauté de Communes établi pour acter l'augmentation du montant annuel des prestations associées qui s'élèvera à partir de l'exercice 2024 à 10.260,55 €.
2. Autorise le Président à signer ledit document.

ENTRE LES SOUSSIGNES

GRAND CUBZAGUAIS, COMMUNAUTE DE COMMUNES,

Etablissement public de coopération intercommunale identifié au répertoire INSEE sous le numéro 243 301 223, dont le siège social est à SAINT-ANDRE DE CUBZAC (33240), 365 avenue Boucicaut,

représenté par sa Présidente, Madame Valérie GUINAUDIE, agissant pour les présentes en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2020,

Partie ci-après dénommée « le Bailleur », d'une part,

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DU CUBZADAIS-FRONSADAIS,

dont le siège social est à SAINT-ANDRE- DE CUBZAC (33240), 365 avenue Boucicaut, représentée par son président, Monsieur Patrice GALLIER, agissant pour les présentes en vertu de la délibération du Conseil Syndical en date du

Partie ci-après dénommée « le Preneur » d'autre part,

Article 1 :

Le troisième paragraphe de l'article 13 du bail de location est modifié comme suit : « **Le montant des prestations associées (espaces communs, salles de réunion, accueil commun, fluides, reprographie, informatique, etc...) est fixé à dix mille deux cent soixante euros et cinquante-cinq cents (10 260.55€), payable annuellement. »**

Article 2 :

Toutes les autres clauses et conditions du bail de location qui ne sont pas modifiées demeurent en vigueur.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires, dont un à destination du SIAEPA du Cubzadais-Fronsadais, et un à destination du bailleur.

Le Bailleur,

Le Preneur,

Questions/Echanges :

Plusieurs élus évoquent les problèmes de température au sein des locaux été comme hiver. Ils regrettent l'absence de climatisation.

CONTRAT D'ASSURANCE DU PERSONNEL INCAPACITES DU TRAVAIL ANNEE 2024	Délibération n° 2023/41	Adoptée à l'unanimité Présents : 36 Votants : 43 Pour : 43
---	--------------------------------	---

Le Président rappelle aux membres du conseil syndical que le Syndicat a souscrit pour l'année 2023, un contrat d'assurance auprès de la CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.N.P.) pour la couverture des risques - Incapacités du personnel.

La prime annuelle afférente à ce contrat inclut les frais de gestion, confiés au CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE sans surcoût pour la collectivité.

Le contrat étant conclu pour une durée d'une année, la CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.N.P.) a transmis à la collectivité une proposition de renouvellement d'assurance pour l'année 2024.

Après lecture du contrat, le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :

- 1.** de souscrire au contrat assurance du personnel proposé par CNP Assurances pour l'année 2024.
- 2.** d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives à ce contrat.



**Assurons
un monde
plus ouvert**

Direction développement protection sociale
Service collectivités locales

**CONDITIONS PARTICULIÈRES
relatives aux conditions générales « version 2024 » du contrat 1406D**

**Contrat d'assurance des collectivités locales et de leurs établissements publics à l'égard des
agents permanents affiliés à la CNRACL**

Numéro de contrat / numéro d'identification de la collectivité contractante : 1406D - 70086

La collectivité contractante :

S.I.A.E.P. CUBZADAIS FRONSADAIS
33240 – ST ANDRE DE CUBZAC
Code Siret : 25330205300041

Représentée par son président

Déclare souscrire le contrat 1406D auprès de :

L'assureur :

CNP Assurances
Société Anonyme au capital de 686 618 477 € entièrement libéré
341 737 062 RCS Nanterre

Entreprise régie par le code des assurances
Siège social : 4 promenade Coeur de Ville - 92130 Issy-les-Moulineaux

Représenté par Véronique FOSSOUL, Directrice du Développement Protection Sociale

ARTICLE 1 – PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

Conformément à l'article 2 des conditions générales n° 1406D « version 2024 », le contrat prend effet à compter du **premier janvier deux mille vingt-quatre**, sous réserve de la signature des présentes conditions particulières et du paiement de la cotisation à la date d'exigibilité. Il est conclu pour une durée **d'un an** et prend fin sans autre avis le **trente et un décembre deux mille vingt-quatre**.

ARTICLE 2 – GARANTIES SOUSCRITES

Conformément à l'article 3.2 des conditions générales n° 1406D « version 2024 », les garanties souscrites sont :

- décès
- congés pour raison de santé
- maternité – adoption – paternité et accueil de l'enfant, congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption
- accident ou maladie imputable au service

ARTICLE 3 – BASE DE L'ASSURANCE

La base de l'assurance est précisée par la collectivité contractante dans le formulaire « base de l'assurance – assiette de cotisation » selon les dispositions mentionnées à l'article 8 des conditions générales n° 1406D « version 2024 ».

Les éléments optionnels constitutifs de cette base, retenus lors de la souscription, ne peuvent être modifiés en cours de contrat.

ARTICLE 4 – COTISATION D'ASSURANCE : MONTANT ET TAUX

Conformément à l'article 9.1 des conditions générales n° 1406D « version 2024 », le taux de cotisation est fixé à **7,49 %** de la base de l'assurance.

Le montant de la cotisation annuelle d'assurance est obtenu par le produit du taux mentionné ci-dessus appliqué à l'assiette de cotisation déclarée dans le formulaire « base de l'assurance – assiette de cotisation ».

ARTICLE 5 – DÉLAI DE FRANCHISE

Le délai de franchise mentionné à l'article 24 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » s'exerce sur les risques suivants :

- franchise en maladie ordinaire : **15 jours par arrêt**
- franchise en longue maladie : **néant**
- franchise en longue durée : **néant**
- franchise en maternité – adoption – paternité et accueil de l'enfant, congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : **néant**

Celui mentionné à l'article 26 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » :

- franchise en accident ou maladie imputable au service : **néant**

ARTICLE 6 – MONTANT DES PRESTATIONS – ASSIETTE RETENUE POUR L'INDEMNISATION

L'article 23 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » est complété comme suit :

Le montant des indemnités journalières pour les risques suivants est fixé à :

- maladie ordinaire : **90 %**
- longue maladie : **90 %**
- longue durée : **90 %**
- maternité – adoption – paternité et accueil de l'enfant, congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : **90 %**

de la base des prestations prévue à l'article 24 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » du présent contrat.

L'article 26.1 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » est complété comme suit :

Le montant des indemnités journalières est fixé à **90 %** de la base des prestations prévue à l'article 26.1 des conditions générales n° 1406D « version 2024 » du présent contrat.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

La collectivité contractante, conformément à l'annexe 3 des conditions générales n° 1406D « version 2024 », s'engage à communiquer à ses agents, pour le compte de l'assureur et du courtier gestionnaire le cas échéant, le document d'information figurant en annexe auxdites conditions générales.

La collectivité contractante reconnaît avoir reçu et pris connaissance des conditions générales n° 1406D « version 2024 » qui forment, avec les présentes conditions particulières, le contrat d'assurance.

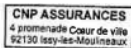
Fait à Issy-les-Moulineaux, en trois exemplaires, le 17 octobre 2023.

L'assureur,
Représenté par **Véronique FOSSOUL**
Directrice du Développement
Protection Sociale

A, le

La collectivité contractante,
Dénomination :
Adresse :
Nom et prénom(s) du représentant :
Qualité du représentant :

Signature du représentant
et cachet de la collectivité



Questions/Echanges :

Concernant les ouvrages, propriétés du SIAEPA, il est précisé qu'il n'existe aucune assurance souscrite, le SIAEPA est son propre assureur.

3. MARCHES PUBLICS

TARIFICATION INCITATIVE ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE CONSULTATION	Délibération n° 2023/42	Adoptée à la majorité Présents : 36 Votants : 43 Pour : 41 Abstentions : 2
---	--------------------------------	---

Considérant que le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement (SIAEPA) du Cubzadai Fronsadai mène une politique visant à préserver la ressource en eau en ayant accéléré, depuis 2020, le rythme de renouvellement des canalisations d'eau potable ;

Considérant le déploiement de la télérelève des compteurs programmé sur les années 2024 et 2025 ;

Vu la disposition 32 du SAGE Nappes Profondes qui précise que "*conformément à la réglementation, l'incitation à l'optimisation des usages est assurée notamment par la mise en œuvre d'une tarification progressive spécifique*" et qu'"*une tarification incitative est obligatoire pour les services de l'eau potable alimentés en tout ou partie par des unités de gestion déficitaires ou zone à risque ou à enjeux*" ;

Considérant que l'alimentation en eau sur le territoire du SIAEPA du Cubzadai Fronsadai est assurée en partie par l'unité de gestion de l'Eocène Centre, ressource déficitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SEN 2022/08/05-119 en date du 12 janvier 2023 portant révision de l'autorisation globale des prélèvements par Unité de Gestion du SAGE Nappes Profondes pour les ouvrages du SIAEPA du Cubzadai Fronsadai, prescrivant, dans son article 3.2, la mise en place d'une nouvelle tarification incitative ;

Considérant que le SIAEPA du Cubzadai Fronsadai souhaite économiser la ressource par la réduction des consommations, tout en maîtrisant ses recettes et en prenant en compte un volet social ;

Vu l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau" lancé par l'Agence de l'Eau Adour Garonne visant à soutenir les projets en faveur d'une gestion économe de la ressource en eau ;

Vu le règlement de l'appel à projets qui dispose que les études de tarification progressive sont des actions financées ;

Vu la lettre d'intention du 25 Septembre 2023 transmise en réponse à l'appel à projets qui fait mention, parmi les projets envisagés, de la mise en place sur le territoire syndical de la tarification progressive ;

Vu le travail de prospective nécessaire à la construction de scénarii adaptés au territoire du SIAEPA du Cubzadai Fronsadai ;

Vu le montant estimé de l'étude ;

Vu les règles applicables en matière de commande publique ;

Le Président propose à l'assemblée de lancer une consultation selon la procédure adaptée afin de désigner un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage qui sera chargé :

- de dresser un état des lieux des différentes méthodes mises en place à l'échelle nationale,
- d'analyser les données chiffrées et le fichier clientèle du Syndicat,
- de proposer des scénarii adaptés permettant à la fois de diminuer les prélèvements et de maintenir le niveau de recettes,
- d'accompagner la collectivité dans la mise à jour des documents contractuels.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

- 1.** Autorise le Président à engager les démarches préalables nécessaires à la signature d'un marché portant sur la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la mise en place d'une tarification incitative.
- 2.** Autorise le Président à lancer une consultation conformément aux dispositions des Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les conditions de recours et les règles applicables à la procédure adaptée.
- 3.** Sollicite l'aide de l'Agence de l'Eau Adour Garonne prévue dans le cadre de l'appel à projets "Economies et Efficience de l'Eau".
- 4.** Dit que la dépense correspondante sera inscrite au Budget Primitif 2024, Service Public de l'Eau Potable.

Questions/Echanges :

Le Président précise qu'il convient d'être vigilant dans les explications et invite les délégués à prendre le temps de la réflexion.

Florion GUILLAUD indique que la tarification incitative doit servir à un objectif local compréhensible. Karine MAUBERT-SBILE, après avoir présenté le projet de délibération, précise le calendrier en mentionnant une application au 1^{er} janvier 2026, en concomitance avec la disponibilité de la télérelève.

Frédéric DUBOSCQ ajoute qu'il s'agit de définir l'économie de l'eau en se donnant le temps et les moyens.

Jean GRIMA évoque une tarification saisonnière (été), Karine MAUBERT-SBILE répond que cette solution a été dans un premier temps écartée par les commissions "eau potable" et "finances" réunies en octobre dernier.

4. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

DECRET N° 2023-695 DU 29 JUILLET 2023 PORTANT REGLES SANITAIRES D'HYGIENE
ET DE SALUBRITE DES LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES

Rapport

Publié le 29 Juillet 2023, le Décret n° 2023-695 fixe des règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation et assimilés dans la partie réglementaire du Code de la Santé Publique. Il précise la définition des situations d'insalubrité et les critères fondant la qualification de locaux par nature impropres à l'habitation et prévoit en outre la sanction du non-respect de ces règles par une contravention.

Le texte mentionne dans sa sous-section 2 portant sur les caractéristiques des locaux propres à l'habitation que "*l'évacuation des eaux usées est en bon état de fonctionnement, parfaitement étanche et ne présente aucun désordre ni risque pour la santé et l'environnement*".

Les rapports rédigés à la suite des contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif qui concluent à un défaut et/ou risque sanitaire peuvent être utilisés par les maires qui souhaitent exercer leur pouvoir de police. La proposition d'envoi d'un courrier d'information à l'ensemble des mairies est acceptée par le conseil syndical.

Questions/Echanges :

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 11 h 30 et invite les délégués à prendre note d'une part, de la date de la prochaine assemblée : **Vendredi 19 Janvier 2023 à 9 h 30 au siège du Syndicat**, d'autre part, du planning des réunions projetées en 2024 les vendredis **9 Février, 21 juin, 27 Septembre et 13 Décembre à 9 h 30.**

Florion GUILLAUD
1^{er} Vice-président dans l'ordre des nominations



Marcel DURANT
Secrétaire de séance

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS PROVENSAIS

